



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/AP

**Arrêté préfectoral imposant à la société ROYAL CANIN
des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation
de son établissement situé sur la commune des RUES-DES-VIGNES**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution UE 2018/1147 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du secteur de l'agroalimentaire, au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil ;

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles R. 515-60 et R. 181-45 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation et de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;

Vu l'arrêté-cadre interpréfectoral du 31 mai 2023 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de risque de pénurie d'eau dans les bassins versants du Nord et du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 autorisant la société ROYAL CANIN à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées zone d'activités – 1670 rue Haute sur le territoire de la commune de LES RUES-DES-VIGNES complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 8 octobre 2010 et 20 septembre 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Artois-Picardie et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la note ministérielle du 16 septembre 2019 du ministère de la transition écologique et solidaire ;

Vu la transmission du dossier de réexamen et du rapport de base respectivement transmis les 9 décembre 2020 et 25 mars 2021 ;

Vu la transmission du dossier de porter à connaissance au titre des ICPE du 22 décembre 2022 modifié par la version envoyée le 10 mai 2023 ;

Vu le rapport du 8 janvier 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 19 mars 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant transmises par courriel du 31 mars 2025

Considérant ce qui suit :

1. dans son dossier de réexamen précité, l'exploitant :

- conclut qu'au 4 décembre 2023 ses installations seront conformes aux meilleures techniques disponibles qui lui sont applicables ;
- n'a pas formulé de demande de dérogation ni de demande d'application d'une technique disponible alternative ;

2. les modifications successives des installations et des conditions d'exploitation ne sont pas soumises aux dispositions de l'article R. 122-2 du code de l'environnement, à ce titre elles ne nécessitent pas la réalisation d'une demande d'autorisation environnementale, ni un examen au cas par cas ;

3. les modifications successives des installations et des conditions d'exploitation ne sont pas de nature à engendrer un accroissement significatif des impacts et dangers existants ;

4. l'ensemble des modifications des installations et des conditions d'exploitation ne sont pas considérées comme substantielles au titre du code de l'environnement, elles nécessitent néanmoins d'être encadrées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

5. l'objectif de bon état des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisée ;

6. l'objectif de réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et 25 % en 15 ans fixé dans la feuille de route découlant des Assises de l'eau, et rappelé par madame la ministre de la transition écologique et solidaire dans sa note du 16 septembre 2019 ;

7. le volume d'eau prélevé annuellement est significatif, et il convient donc d'étudier par quels moyens ces volumes pourraient être réduits ;

8. les activités exercées sur le site impliquent l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du

16 décembre 2008 relatif à la classification CLP, et il existe un risque de contamination des eaux souterraines et des sols sur l'emprise des installations.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société ROYAL CANIN, dont le siège social est situé à 650 avenue de la petite Camargue, BP 30 470 AIMARGUES, est tenue de respecter pour ses installations sises sur le territoire de la commune LES RUES-DES-VIGNES (59258) zone d'activités – 1670 rue Haute, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Article 2 – Liste des installations classées

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2016 sont abrogées.

Le tableau de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007, relevant les rubriques ICPE des installations exploitées, est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Régime	Désignation de l'activité et seuil de classement	Caractéristiques des installations	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
3642-3.a	A	<p>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</p> <p>3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour :</p> <p>a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10 où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de masse) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.</p>	<p>Mise en œuvre de :</p> <p>– 220 tonnes par jour de produits alimentaires à base de produits d'origine animale</p> <p>– 500 tonnes par jour de produits alimentaires à base de produits d'origine végétale</p>	Capacité de production en tonnes de produits finis par jour	75 t/j	<p>660 t/j de produits sortant</p> <p>pour une capacité annuelle maximale de production de 190 000 t</p>
1510-2.b	E	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 900 000 m³;</p>	Les bâtiments inclus dans une Installation, Pourvue d'une Toiture, Dédiée au stockage (IPD) dont le stockage dépasse 500 t de matières combustibles, représentent un volume total d'environ 136 571 m ³	Volume des entrepôts	<p>> 50 000 m³</p> <p>< 900 000 m³</p>	136 571 m ³

Rubrique	Régime	Désignation de l'activité et seuil de classement	Caractéristiques des installations	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ ; c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ . <i>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes</i>	dont : - 2000 m ³ de sachets en papier et de cartons (1530) ; - 980 m ³ de palettes bois (1532) ;			
2160-2.b	DC	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations : b) Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m ³ mais inférieur ou égal à 15 000 m ³	En amont de la tour de broyage : 21 silos de capacité unitaire de 159 m ³ 4 silos de capacité unitaire de 87 m ³ + silos répartis sur l'ensemble du site : 5 249 m ³	Volume total de stockage	> 5 000 m ³ < 15 000 m ³	9 000 m ³
2910-A.2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW. La puissance thermique nominale totale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément. Ces puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue. (*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des	Chaudière principale : 4,5 MW Chaudière d'appoint : 2,3 MW Chaudière eau chaude : 0,29 MW Chauffages : 0,2 MW	Puissance thermique maximale de l'installation	> 2 MW < 20 MW	7,5 MW

Rubrique	Régime	Désignation de l'activité et seuil de classement	Caractéristiques des installations	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		<i>émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</i>				
2925	D	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW ; 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ; ⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers	Atelier de charge	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	50 kW	75 kW

A : autorisation / E : Enregistrement / DC : Déclaration avec Contrôle périodique / D : Déclaration / NC : Non Classé

L'établissement fait partie des établissements dit « IED » car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles.

Ainsi, en application des articles R. 515-58 et suivants du code de l'environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3642-3 : traitement et transformation de matières premières animales et végétales (aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés) en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux, avec une capacité de production de 660 tonnes de produits finis par jour ;
- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales sont les conclusions du BREF FDM (Industries agro-alimentaires et laitières).

Article 3 – Prélèvements et consommation d'eau

Les dispositions de l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 sont remplacées par les suivantes :

Article 3.1 - La consommation moyenne et le prélèvement maximal en eau

La consommation moyenne annuelle est limitée à 330 litres d'eau par tonne de produit avec une production maximale de 190 000 tonnes par an. Le prélèvement maximal annuel autorisé est de 62 700 m³ avec une limite maximale journalière à 192 m³. Les installations sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés dans un registre éventuellement informatisé.

Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations classées via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :

- tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;
- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.

Article 3.2 – Étude technico-économique

L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2020.

L'étude comporte a minima les éléments suivants :

- état actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière ;
- descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées ;
- étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles ;
- échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées.

L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.

Article 3.3 – Plan d'actions sécheresse

L'exploitant établit un plan d'actions « sécheresse ».

Ce plan d'actions devra comporter une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse, et les effets qu'elles ont produits (bilan environnemental, réduction des prélèvements).

Ce plan d'actions détaille :

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un niveau de « vigilance renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 5 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 10 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la

- prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours ;
- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'« alerte sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 10 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 20 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours ;
 - les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'« alerte renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte renforcée, une diminution des prélèvements de 20 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 40 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours ;
 - les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau de « crise sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau de crise, une diminution des prélèvements significativement supérieure à 20 % sera visée, soit une diminution du volume moyen journalier prélevé significativement supérieure à 40 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte, alerte renforcée ou crise) pour l'épisode de sécheresse en cours.
Le niveau de crise sécheresse peut aboutir à l'interdiction de prélèvement d'eau pour tout usage autre que pour des raisons de sécurité ou de salubrité.

Le plan d'actions précise également les données sur lesquelles l'exploitant s'appuie pour définir le volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau.

Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise se matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant de l'Escaut au niveau de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

Article 3.4 – Délai de transmission

L'étude technico-économique et le plan d'actions demandés aux articles ci-dessus du présent arrêté seront adressés à l'inspection des installations classées dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 – Eaux usées – eaux résiduaires – débit

Les dispositions de l'article 13.2.1 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 sont remplacées par les suivantes :

	Instantané	Journalier
Débit maximal	5 m ³ /h	40 m ³ /jour

Article 5 – Eaux usées – eaux résiduaires – température, pH

Les dispositions de l'article 13.2.2 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 sont remplacées par les suivantes :

La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 6,5 et 8,5.

Article 6 – Valeurs limites d'émission (VLE) et surveillance des rejets dans l'air

Les dispositions de l'article 20.3 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 sont remplacées par les suivantes :

Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes. Ces prélèvements, mesures et analyses devront être effectuées par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement.

Paramètre	Secteur d'activité	Procédé spécifique	VLE en mg/Nm ³	Fréquence de surveillance
Poussières	Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux	Broyage	10	Une fois par an
		Refroidissement de granulés	20	
	Extrusion d'aliments secs pour animaux de compagnie	-	100 si le flux est inférieur à 1 kg/jour 40 si le flux est supérieur ou égal à 1 kg/jour	Une fois par an

Les gaz issus des installations thermiques du paragraphe 20.1 doivent respecter les valeurs suivantes :

	Concentration en mg/Nm ³
SO ₂	300
NOx	500

Article 7 – Abrogation article 21 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007

Les dispositions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 sont abrogées.

Article 8 – Rapport de base

Le rapport de base réalisé par KALIES daté du 30 novembre 2020, révisé le 22 février 2021 et référencé n° KA20.03.005 est à conserver sans limite de temps.

Article 9 – Application des meilleures technologies disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire

Sauf disposition contraire prévue par le présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles

(MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation et de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 à compter du 4 décembre 2023.

Par ailleurs, l'exploitant est tenu de respecter tout texte venant compléter ou remplacer les dispositions prescrites par cet arrêté ministériel.

Article 10 – Surveillance périodique du sol et eaux souterraines

L'exploitant réalise une surveillance périodique du sol et des eaux souterraines s'agissant des substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement dont la fréquence est d'au moins une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines et d'au moins une fois tous les dix ans pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution en remplacement de la surveillance, décrite précisément et argumentée (procédures de contrôles des différents dispositifs de protection du sol et des eaux souterraines, périodicité des contrôles...).

Les dispositions du présent article sont applicables depuis le 1^{er} juillet 2023.

Article 11 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 12 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 13 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de CAMBRAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire des RUES-DES-VIGNES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie des RUES-DES-VIGNES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **28 AVR. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

